

Weiterverfolgung – Was passiert nach der ersten Intervention?

9. Kolloquium der Flusspartnerschaften in Luxemburg

Administration de la Gestion de l'Eau

Pit Schaul

Service Inspection contrôle et gestion de pollutions



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la gestion de l'eau

eist
WAASSER
~~~~~



- 1 Einleitung
- 2 Rechtliche Grundlagen
- 3 Administrativ vs. Strafrechtlich
- 4 Beispiele
- 5 Fazit



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Environnement, du Climat  
et du Développement durable  
Administration de la gestion de l'eau

1

Einleitung



# Arbeitsprozesse



**Vorbereitende Maßnahmen**

- Auswertung der erhaltenen Informationen
- Entscheidung, ob ein Einsatz vor Ort erforderlich ist
- Vorbereitung des Einsatzes

**Schadstoffbewertung und Quellensuche**

- Identifikation des Schadstoffes
- Quellensuche
- Abschätzen des Umweltschadens

**Probennahme und Sammeln von Beweisen**

- Probennahme
- Beweissammlung

**Schadstoffverschüttung stoppen**

- Lösungsweg bestimmen
- Umsetzung auserwählter Massnahmen

**Umweltschäden begrenzen**

- Ausbreitung der Verschmutzung verhindern
- Weitere Maßnahmen um Umweltschäden zu begrenzen

**Dokumentation**

- Abspeichern von gesammelten Daten
- Eingabe in interne Datenbank

**Weiterverfolgung**

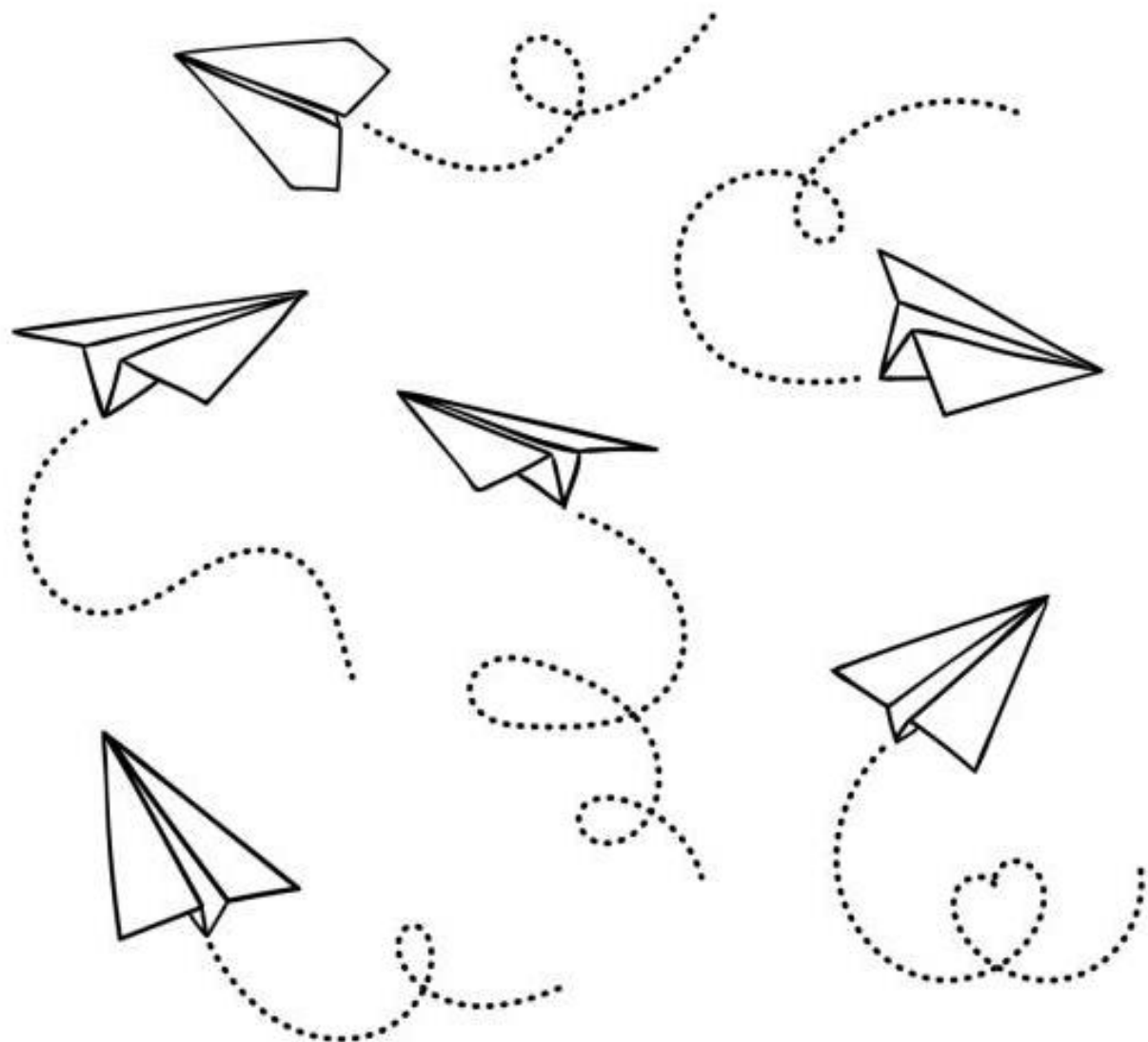
- Weiterführende Maßnahmen um Verschmutzung und deren Auswirkungen zu stoppen





- Verschiedene Gewässerverschmutzungen benötigen nach dem primären Einsatz eine weitreichendere Weiterverfolgung (frz. suivi)
- Anschließende Maßnahmen um, falls möglich, den Prozess der Gewässerverschmutzung definitiv zu beenden
- Hauptgründe für eine Weiterverfolgung:
  - Die Schadstoffverschüttung konnte im Rahmen des Einsatzes nicht komplett gestoppt werden
  - Die Quelle der Gewässerverschmutzung konnte nicht identifiziert werden
  - Die Verschmutzung hat/ kann zu einem erheblichen Umweltschaden geführt/ führen





# 2

## Rechtliche Grundlagen



# Rechtliche Grundlagen



- **Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau**

- Art. 22. *Interdictions:*

*Il est interdit d'altérer les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surface ou souterraines :*

*(1) en jetant, en déposant, ou en introduisant, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement, dans les eaux de surface ou souterraines des substances solides, liquides ou gazeuses polluées, polluantes, ou susceptibles de polluer [...];*

*(3) en modifiant les caractéristiques intrinsèques des eaux de surface et souterraines par des agents physiques.*

- Art. 23. *Autorisations*

*(1) Sont soumis à autorisation par le ministre : [...]*

*c) le déversement direct ou indirect d'eau de quelque nature que ce soit dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines, y compris la recharge ou l'augmentation artificielle de l'eau souterraine ;*

*d) le déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses ainsi que de liquides autres que l'eau visée au point ; [...]*

*c) dans les eaux de surface et dans les eaux souterraines ;*

*n) le rejet d'énergie thermique vers les eaux de surface et souterraines*



Sommaire

PROTECTION ET GESTION DES EAUX

Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre;
  2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;
  3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;
  4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
  5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
  6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
  7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles
- et abrogeant
1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts;
  2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables;
  3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau;
  4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau;
  5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre;
  6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000 ..... page 3206



## ➤ Art. 23. Autorisations

*(5) En cas d'inobservation des dispositions de l'article 22 ou des conditions des autorisations délivrées au titre du présent article, le ministre peut: [...]*

*d) prendre par ailleurs toutes les mesures urgentes que la situation requiert, et notamment ordonner la fermeture de l'installation, interdire l'utilisation d'appareils et de dispositifs ou prescrire la suspension de l'activité susceptibles d'être à l'origine de la pollution imminente ou consommée, d'effets négatifs sur l'état des eaux, sur leur régime ou sur la capacité de rétention des zones inondables.*

## ➤ Art. 60. Mesures d'urgence

*En cas de danger grave et imminent de pollution de l'eau, de dégradation de l'état des eaux, de diminution de la capacité de rétention des zones inondables, le ministre prescrit l'exécution des mesures d'urgence exigées par les circonstances. Il peut notamment ordonner la fermeture d'une installation ou la suspension des activités, interdire l'utilisation d'appareils et de dispositifs.*

*Ces mesures sont caduques au terme d'un mois.*

## ➤ Art. 61. Sanctions pénales

*(1) Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 750.000 euros ou d'une de ces peines seulement :*

*a) quiconque, par infraction à l'article 22, altère les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surface et souterraines ; [...]*

*d) quiconque, par infraction à l'article 23, paragraphe 5, ne se soumet pas aux mesures y visées ; [...]*

*p) quiconque, par infraction à l'article 60, ne respecte pas les mesures d'urgence y prévues.*



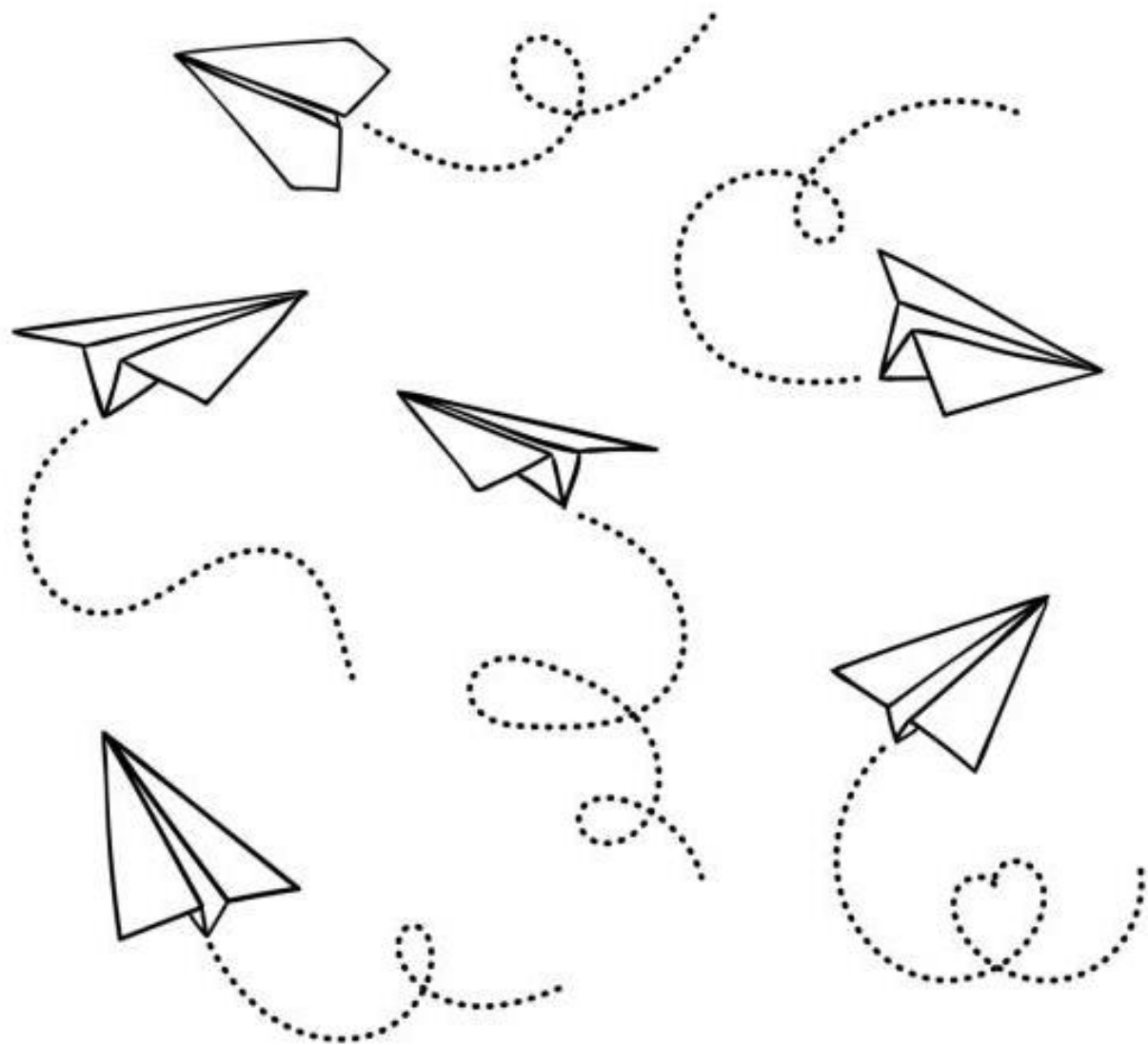
- **Règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface**
  - Im Fall einer unfallbedingten Verschmutzung werden gemäß Artikel 4 der Großherzoglichen Verordnung vom 15. Januar 2016 Untersuchungskontrollen organisiert
- **Loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux**
  - Schafft einen Rahmen für die Umwelthaftung auf der Grundlage des Verursacherprinzips (frz. *principe du pollueur-payeur*), um Umweltschäden zu vermeiden und zu reparieren.



Sommaire

Sommaire

RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

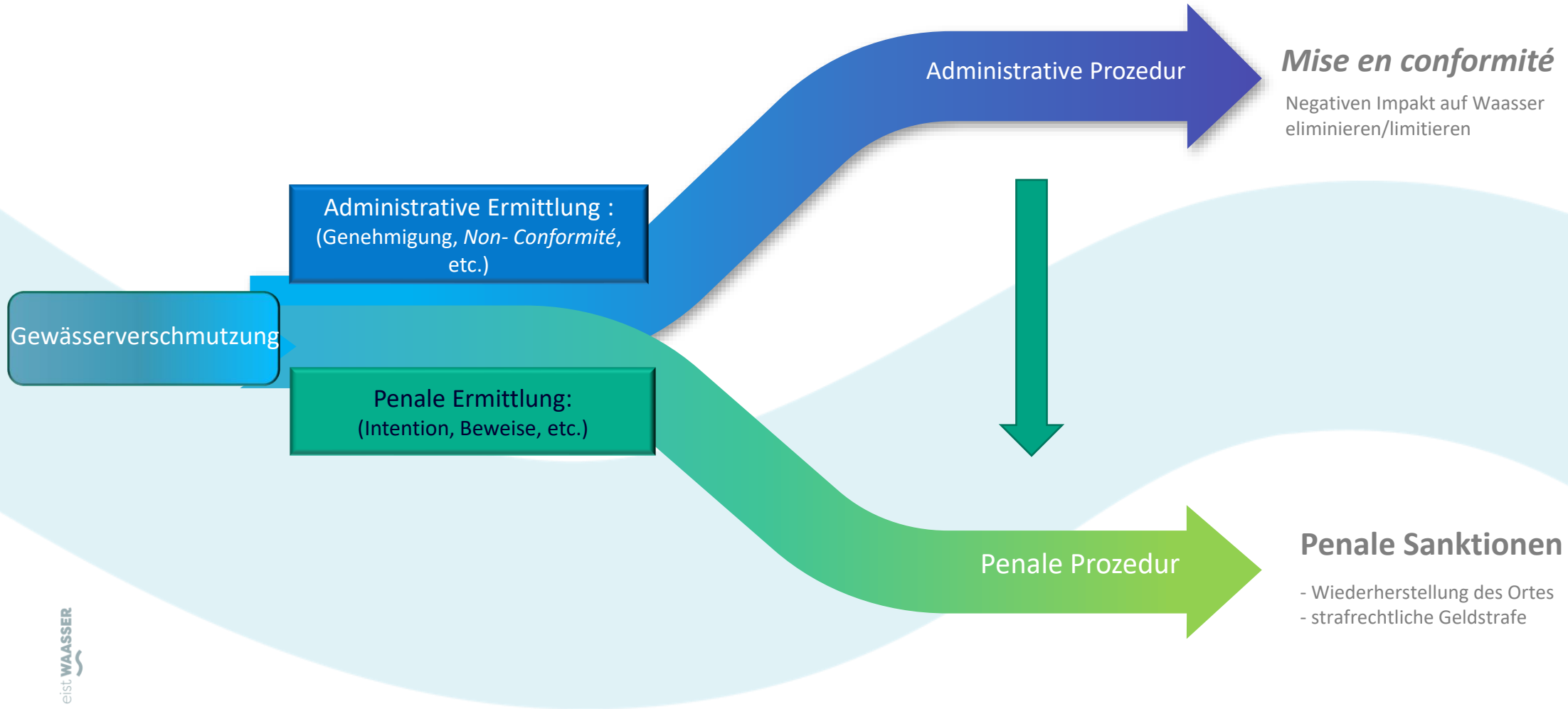


# 3

## Administrativ vs. Strafrechtlich



# Administrativ vs Strafrechtlich



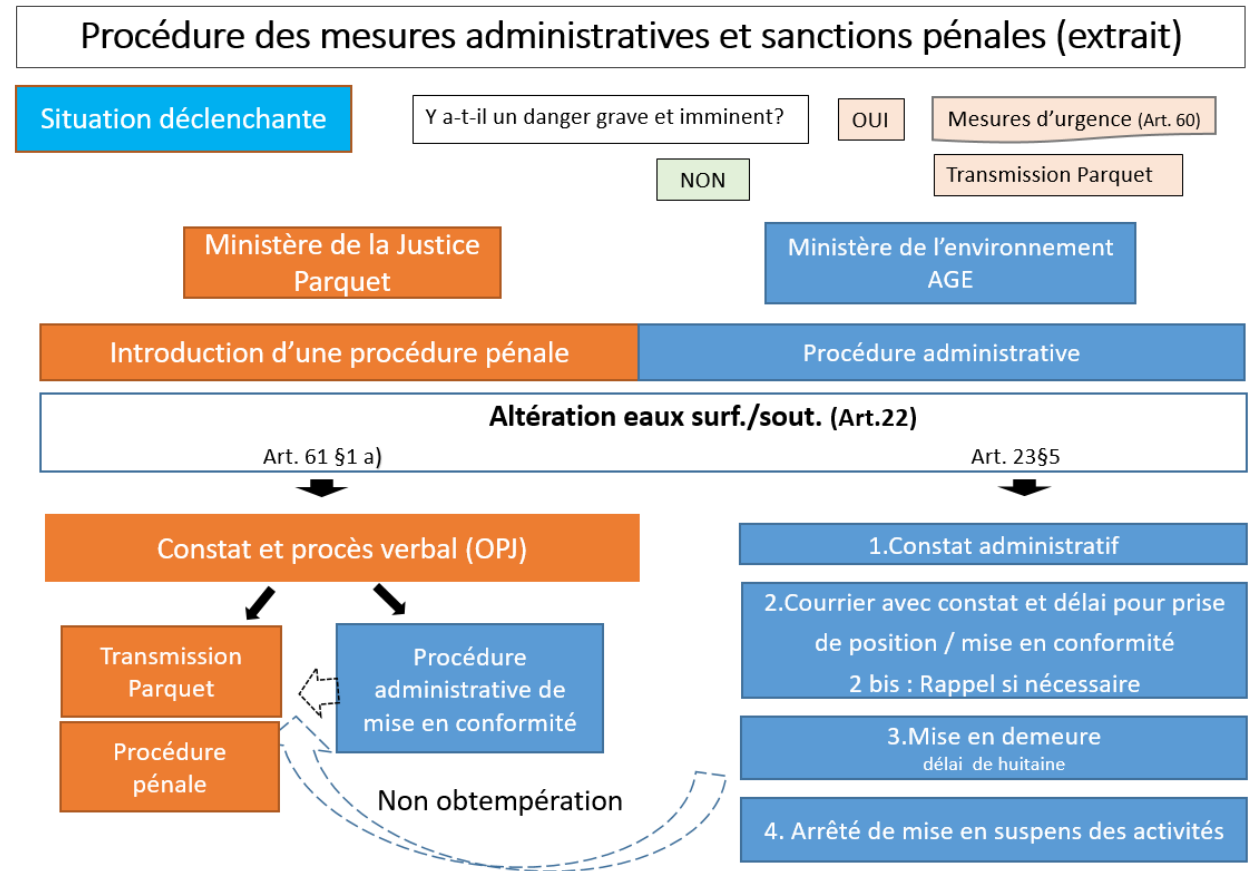
# Administrativ vs Strafrechtlich

## • Administrative Wege

- Artikel 23§5 und 60: Maßnahmen in Form eines ministeriellen Erlasses
- Alternativ mittels Brief über die festgestellten Befunde informieren und Stellungnahme verlangen bzw. den Verursacher auffordern, Maßnahmen zum Stoppen der Verschmutzung zu ergreifen.

## • Strafrechtliche Wege

- strafrechtliche Prozedur von der luxemburgischen Staatsanwaltschaft (frz. *parquet*) gehandhabt
- Artikel 58: « *officier de policier judiciaire* » (kurz OPJ) können im Falle eines festgestellten Gesetzesverstößes im Dienst der Staatsanwaltschaft Protokoll aufnehmen
- Artikel 59: Beschreibung der erweiterten Befugnisse der OPJs, im Fall wo eine Straftat festgestellt wurde oder schwerwiegende Hinweise auf eine Straftat vorliegen
- Artikel 61: Gesetzesverstoß kann mit strafrechtlichen Sanktionen gehandelt werden

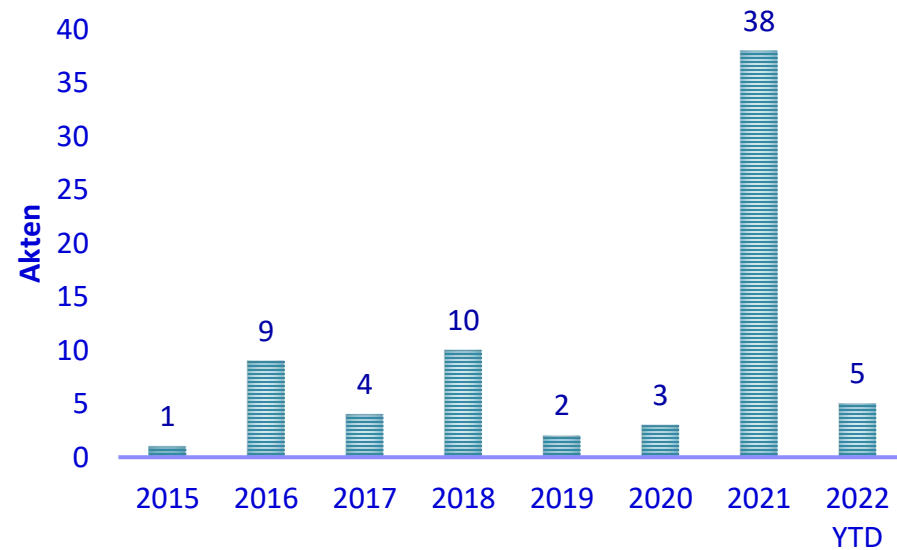


# Administrativ vs Strafrechtlich

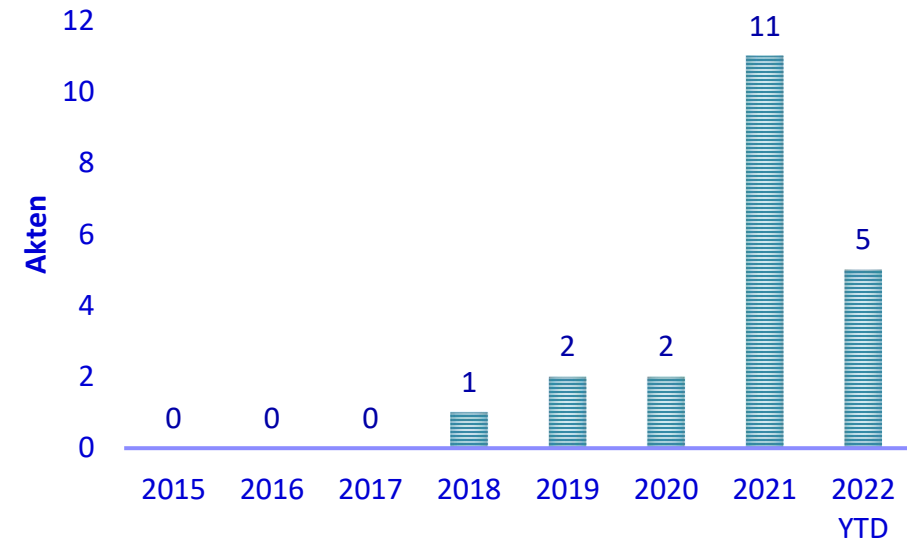


Statistiken im Zusammenhang mit Gewässerverschmutzungen

## Administrative Maßnahmen



## Strafrechtliche Weiterverfolgung





# 4

## Beispiele



# Beispiele Weiterverfolgung

- Verschmutzung mit landwirtschaftlichen Abwasser (Silagesaft, Gülle)
- Administrative Gegenmaßnahmen:
  - Mesure d'urgence (Art 60.)
  - Kontrolle der wasserrelevanten Genehmigung
  - Bericht an SER (Service d'économie rurale)
- Strafrechtliche Weiterverfolgung:
  - Protokoll durch OPJ
  - Prozess vor Gericht



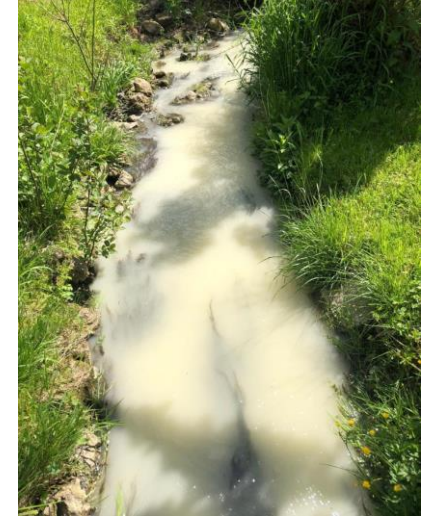
Arrête

1. Est ordonné à Monsieur [redacted] d'arrêter immédiatement le déversement d'eaux souillées par des matières organiques vers l'affluent du cours d'eau « Briedemsbaach » et de prendre toutes les mesures nécessaires à la limitation du dommage environnemental en découlant.
2. Est ordonné à Monsieur [redacted] de vider les trois citernes de récupération de jus d'ensilage.
3. Aucun raccord des effluents issus des silos à fourrage vert avec le cours d'eau récepteur n'est autorisé.
4. L'exploitant doit rédiger et envoyer à l'Administration de la gestion de l'eau un rapport circonstancié expliquant clairement la cause et les circonstances du déversement des eaux polluées dans l'affluent du cours d'eau « Briedemsbaach ».
5. Un dossier de demande d'autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour la mise en conformité du traitement et de l'évacuation des eaux et des effluents agricoles du site agricole de [redacted] à Weiler-la-Tour (N°cadastral [redacted]) est à introduire auprès de l'Administration de la gestion de l'eau.
6. L'exploitant doit informer l'Administration de la gestion de l'eau de toutes les mesures et modifications qu'il envisage de prendre au niveau des réseaux d'assainissement des sites afin de remédier à la pollution actuelle.
7. L'exploitant dispose d'un mois à partir de la notification de la présente décision pour réaliser les mesures susmentionnées, à l'exception des mesures pour lesquelles un délai plus court est imposé.
8. Cette mesure d'urgence peut être modifiée et n'exclut pas des mesures supplémentaires.



# Beispiele Weiterverfolgung

- Verschmutzung mit Pestiziden
- Administrative Gegenmaßnahmen:
  - Untersuchung
  - Prüfung der Kanalisation
  - Bericht an SER (Service d'économie rurale)
- Strafrechtliche Weiterverfolgung:
  - Protokoll durch OPJ
  - Prozess vor Gericht



# Beispiele Weiterverfolgung

- Verschmutzung mit Abwasser
- Administrative Gegenmaßnahmen:
  - Mesure urgente (Art. 23)

**Objet :** Mesures nécessaires à l'arrêt d'une pollution et mise en conformité selon l'autorisation EAU/AUT/19/1081

Pour empêcher une altération du cours d'eau conformément à l'article 22 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, il faut donc compenser la défaillance créée au niveau de la canalisation. Ceci implique l'évacuation, resp. le traitement d'un débit d'au moins 150 l/sec d'eaux usées (estimation du débit maximal du collecteur endommagé en direction de la station d'épuration de Hesperange), vers resp. par une station d'épuration adéquate.

Tout débit supplémentaire qui par temps de pluie en situation normale (canalisation fonctionnelle) passerait par le déversoir 2529DV01 (rue des Scillas) peut être déversé dans le cours d'eau « Drosbech ».

Le responsable de la pollution a la possibilité d'adapter les mesures nécessaires en concertation avec notre Service inspection, contrôle et gestion de pollutions dans le cadre de l'atteinte de cet objectif.





# 5

## Fazit



## Fazit

- Unterschiedliche Gewässerverschmutzungen benötigen eine weitreichende Weiterverfolgung
- Administrative als auch strafrechtliche Möglichkeiten
- Weiterverfolgung sehr zeitintensiv
- Anzahl an Gewässerverschmutzungen mit Weiterverfolgung nimmt zu
- Biologischer Aspekt des erfolgten Umweltschadens soll stärker in bestehende Prozeduren mit einbezogen werden



# Froen?



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Environnement, du Climat  
et du Développement durable

Administration de la gestion de l'eau

eist  
**WAASSER**  
